Au Sahel, la menace djihadiste grandit : « Si l'armée française quitte le Mali, les djihadistes détruiront le pays »

09/07/2021 à 17h08



> *#Barkhane va fermer ses bases dans le Nord #Mali mais assez vite finalement entre le 2e semestre 2021 et début 2022 Kidal, Tessalit, Tombouctou seront progressivement réduites et fermées, dixit le président FR #EmmanuelMacron https://t.co/qWAVShCDom*
>
> *— B2 — Bruxelles2 (@bruxelles2) July 9, 2021*

GAO, MALI — Au cours d'une mission exténuante de plusieurs semaines dans le nord du Mali, les soldats français ont été confrontés à une menace familière : Des extrémistes tentant d'imposer la même règle islamique stricte qui a précédé l'intervention militaire de la France ici il y a plus de huit ans.

Des habitants traumatisés montraient sur leurs épaules et leur dos les cicatrices des coups de fouet qu'ils avaient subis après avoir refusé de se soumettre à l'autorité des

djihadistes.

“Nous avons été témoins de la présence de l’ennemi qui tente d’imposer la charia, d’interdire aux jeunes enfants de jouer au football et d’imposer un code vestimentaire”, a déclaré le colonel Stéphane Gouvernet, commandant du bataillon de la récente mission française baptisée Equinoxe.

La France se prépare à réduire sa présence militaire ici, dans la région du Sahel en Afrique de l’Ouest – la vaste zone au sud du désert du Sahara où les groupes extrémistes se battent pour le contrôle. En juin, le président français Emmanuel Macron a annoncé la fin de l’opération Barkhane, l’effort de sept ans de la France pour combattre les extrémistes liés à Al-Qaïda et à l’État islamique dans la région du Sahel en Afrique. Les plus de 5 000 soldats français seront réduits dans les mois à venir, bien qu’aucun calendrier n’ait été donné.

Au lieu de cela, la France participera à une unité de forces spéciales avec d’autres pays européens et les pays africains seront chargés de patrouiller dans le Sahel.

Cette décision intervient après des années de critiques selon lesquelles l’opération militaire de la France n’est qu’une nouvelle réitération de la domination coloniale. Mais ce changement intervient également dans un contexte d’aggravation de la crise politique et sécuritaire dans la région. En mai, le Mali a connu son deuxième coup d’État en neuf mois.

Bien que les responsables du gouvernement malien aient pu retourner dans certaines villes autrefois envahies par les djihadistes, pour la première fois depuis 2012, on rapporte que des extrémistes amputent des mains pour punir des voleurs présumés – un retour à la charia imposée dans le nord du Mali avant l’intervention militaire française.

Il y a également eu des pics d’attaques extrémistes au Burkina Faso et au Niger, suscitant l’inquiétude que la réduction de

la force française crée un vide sécuritaire dans la région du Sahel qui sera rapidement comblé par les djihadistes.

“Si un plan adéquat n’est pas finalisé et mis en place, le rythme des attaques contre les forces locales pourrait augmenter dans toute la région au cours des prochaines semaines, les djihadistes tentant de profiter d’un vide sécuritaire”, a déclaré Liam Morrissey, directeur général de MS Risk Limited, une société britannique de conseil en sécurité opérant au Sahel depuis 12 ans.

Alors que la France a dépensé des milliards pour sa campagne anti-jihadistes, appelée Opération Barkhane, les experts du Sahel disent qu’elle n’a jamais consacré les ressources nécessaires pour vaincre les extrémistes, a déclaré Michael Shurkin, directeur des programmes mondiaux chez 14 North Strategies, un cabinet de conseil basé à Dakar, au Sénégal.

“Ils ont toujours été conscients que leurs forces au Sahel étaient bien trop petites pour mener à bien une campagne anti-insurrectionnelle”, a-t-il déclaré.

La France dispose de plusieurs milliers de soldats couvrant plus de 1 000 kilomètres de terrain dans la région instable où les frontières du Niger, du Mali et du Burkina Faso se rejoignent. Les alertes concernant des attaques sont souvent manquées ou répondent quelques heures plus tard, en particulier dans les villages isolés. Les opérations dépendent fortement de l’armée de l’air française, qui effectue des frappes aériennes, transporte des troupes et livre des équipements. Le désert est rude avec des températures atteignant près de 50 degrés Celsius, ce qui épuise les troupes et nécessite un entretien supplémentaire des équipements.

L’Associated Press a passé les jours précédant l’annonce de Macron à accompagner les militaires français sur le terrain,

où les pilotes naviguent en terrain hostile dans l'obscurité totale pour récupérer les troupes après une longue opération.



Certains soldats se sont demandé si le combat en valait la peine. "Qu'est-ce qu'on fait ici de toute façon ?" a demandé un soldat après l'annonce de Macron. L'AP n'utilise pas son nom car il n'a pas été autorisé à parler aux médias.

D'autres ont reconnu que les djihadistes sont une menace à long terme. "Nous sommes confrontés à quelque chose qui va durer des années. Pendant les dix prochaines années, vous aurez des terroristes dans la région", a déclaré à l'AP le colonel Yann Malard, commandant de la base aérienne et représentant de l'opération Barkhane au Niger.

La stratégie française a consisté à affaiblir les djihadistes et à former des forces locales pour sécuriser leur propre pays. Depuis son arrivée, elle a formé quelque 18 000 soldats, principalement des Maliens, selon un porte-parole de Barkhane, mais les progrès sont lents. La plupart des États sahéliens sont encore trop pauvres et manquent de personnel pour assurer la sécurité et les services dont les communautés ont désespérément besoin, selon les analystes et les militants.

Les forces de l'État ont également été accusées de commettre des violations des droits de l'homme à l'encontre des civils, ce qui ne fait qu'accentuer la méfiance, a déclaré Alex Thurston, professeur adjoint de sciences politiques à l'université de Cincinnati.

Depuis 2019, il y a eu plus de 600 exécutions illégales par les forces de sécurité au Burkina Faso, au Mali et au Niger lors d'opérations antiterroristes, selon Human Rights Watch. Barkhane, la France, a elle aussi été accusée de possibles violations du droit international humanitaire et des droits humains, après qu'une frappe aérienne au Mali en janvier a tué 22 personnes, dont 19 civils, selon un rapport de la mission

de maintien de la paix de l’ONU au Mali.

Les soldats s’accordent à dire qu’il y a des limites à ce qui peut être réalisé militairement et que, sans stabilité politique au Sahel, les djihadistes ont l’avantage.

“Nous n’avons pas d’exemple de grande victoire en matière de contre-insurrection, et il est difficile d’y parvenir dans l’environnement actuel, car pour qu’une insurrection gagne, il lui suffit de rester en vie”, a déclaré Vjatseslav Senin, représentant national principal des 70 soldats estoniens qui combattent aux côtés des Français à Barkhane.

Certains de ceux qui vivent dans le Sahel craignent que les gains obtenus de haute lutte ne s’effilochent trop rapidement.

Ali Toure, un Malien travaillant dans la base militaire française de Gao, a averti que “si l’armée française quitte le Mali, les djihadistes y entreront dans les deux semaines et détruiront le pays.”

AP